

Journal de 20 heures

Le Premier ministre accompagné d'Alain Juppé est allé plaider sur place à l'ONU pour une relève rapide des soldats français

Paul Amar, Aberi Edler, Éric Monier

France 2, 11 juillet 1994

À Kigali, l'ONU reprend ses positions.

[Paul Amar :] Edouard Balladur demande aux Nations unies de prendre le relais de la France au Rwanda. Le Premier ministre accompagné d'Alain Juppé est allé plaider sur place à l'ONU pour une relève rapide des soldats français. Retrouvons à New York Aberi [Aberi] Edler.

[Aberi Edler :] C'est une visite éclair mais déterminante pour la suite de l'opération Turquoise qu'Edouard Balladur a entreprise aujourd'hui aux Nations unies à New York [une incrustation "Nations Unies, New York" s'affiche en haut de l'écran]. Dès son arrivée le Premier ministre, accompagné d'Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères, a rencontré Boutros Boutros-Ghali [on voit la délégation du Premier ministre arriver au siège des Nations unies et rencontrer son secrétaire général].

45 minutes de discussions, probablement fournies, car on le sait, les deux hommes ne défendent pas le même calendrier : le Premier ministre français veut entamer le retrait de ses troupes dès la fin de ce mois. Le secrétaire général des Nations unies, conscient des difficultés à mettre en place les Casques bleus de la MINUAR, affirme clairement en revanche son souhait de voir maintenir les troupes françaises sur le terrain jusqu'en septembre [Boutros Boutros-Ghali reçoit Edouard Balladur et Alain Juppé dans son bureau].

Devant le Conseil de sécurité de l'ONU, Edouard Balladur a plaidé pour une coopération vaste et rapide de l'ensemble de la communauté internationale.

[Edouard Balladur, "Premier Ministre", devant le Conseil de sécurité : "Mon pays lance un appel pressant à la communauté internationale pour que tout soit mis en œuvre en vue de permettre le déploiement rapide de la MINUAR renforcée. De nombreux pays ont fait état de leur disponibilité à mettre d'importants effectifs à la disposition de la MINUAR. Ceci serait suffisant pour remplir la tâche qui a été assignée à cette force s'ils disposaient des équipements et de la logistique nécessaire. Il est urgent que tous les efforts de la communauté internationale se mobilisent pour les leur fournir".]

Si la date officielle du retrait des troupes françaises n'a pas été annoncée aujourd'hui, autorités françaises et onusiennes semblent s'être accordées sur un calendrier de compromis.

[Edouard Balladur [il répond à Aberi Edler] : - "Ce que je suis venu dire aujourd'hui... à la communauté internationale, au Conseil de sécurité, c'est tout d'abord que nous souhaitons que l'effort de la France soit relayé..., dans les semaines qui viennent, par la communauté internationale. Et qu'un certain nombre de pays qui ont pris des engagements ou fait des promesses les mettent en œuvre". Aberi Edler : - "[Inaudible]-vous, euh..., obtenu de vos entretiens de ce matin une idée, un calendrier précis concernant la..., la relève des troupes françaises par celles de la MINUAR ?". Edouard Balladur : - "Un calendrier, pas encore. Euh..., j'ai constaté que l'action d'la France était appréciée, était louée".]

[Aberi Adler, face caméra, devant le siège des Nations unies : "C'est avec un résultat mitigé qu'Edouard Balladur regagne Paris aujourd'hui. L'opération Turquoise ne s'achèvera pas comme prévu à la fin du mois de juillet. Mais la France devrait obtenir une relève progressive de ses troupes par celles de la MINUAR dès le mois prochain. De toutes façons, le mandat onusien accordé aux troupes françaises au Rwanda s'achève le 21 août. Il faudra sans doute des arguments particulièrement forts pour convaincre le gouvernement français de le prolonger".]

[Paul Amar :] Edouard Balladur a lancé un appel d'autant plus pressant qu'il craint une catastrophe humanitaire au Rwanda. D'après la Croix-Rouge, trois millions d'habitants ont été contraints de se déplacer depuis le début de la guerre. Mais paradoxalement la vie reprend peu à peu à Kigali, la capitale, et l'ONU reprend ses positions. Reportage de nos envoyés spéciaux Éric Monier et Vincent Maillard.

[Éric Monier :] C'est leur quartier général et pourtant les observateurs de l'ONU n'ont pas mis les pieds ici depuis des mois. Depuis que la guerre les a forcés à battre en retraite – bien loin de là, près du stade – et, d'observateurs

des accords de paix signés en août 93, à devenir eux aussi les victimes du conflit [on voit Roméo Dallaire entouré de Casques bleus sénégalais examiner les bâtiments de leur ancien quartier général].

[”Général Roméo Dallaire, Cdt Mission ONU Rwanda” [il est interviewé par Éric Monier] : - ”Ah..., d’ici ? Ça va... On ne..., on tirait du côté du..., du camp d’la gendarmerie et, euh, le camp de la... garde présidentielle” [il désigne leur direction avec ses lunettes de soleil]. Éric Monier : - ”Et c’étaient des tirs qu’étaient vraiment destinés à..., à la MINUAR ?” Roméo Dallaire : - ”Oh ben, on tirait..., ils tiraient dans toute la région ici Ils savaient qu’on était ici, on avait l’drapeau et tout, hein”. - Éric Monier : - ”Vous n’craigniez pas aujourd’hui que y’aient, euh, des pièges un p’tit peu partout ?”. Roméo Dallaire : - ”[Sourire narquois, puis, s’adressant à ses hommes] Allez, rompez !”.]

C’est la première fois que le général canadien Roméo Dallaire reprend ainsi symboliquement possession de ses murs. Ils sont encore très peu à pouvoir le constater dans Kigali désertée. Mais c’est ici le premier tout petit signe d’un retour à la normalité.

Une autre maison, plus symbolique encore : celle des Casques bleus belges de la MINUAR, la Mission des Nations unies au Rwanda [on voit d’abord la maison en gros plan, puis l’intérieur, saccagé]. 10 d’entre eux furent tués par la garde présidentielle au lendemain de l’assassinat du Président rwandais.

[Éric Monier s’adresse à Roméo Dallaire : - ”C’est la première fois que vous rev’nez dans cette villa qui était occupée par les Belges, c’est ça ?”. Roméo Dallaire : - ”Ja. Ja, ja”. Éric Monier : - ”Ça vous fait quelque chose, non ? Après c’qui s’est passé ?”. Roméo Dallaire : - ”Oh bah ! Beaucoup, beaucoup”.]

Le Conseil de sécurité a décidé l’envoi de 5 500 Casque bleus supplémentaires [on voit le général Dallaire et ses hommes quitter le camp Kigali]. 2 000 devraient arriver avant la fin du mois, avant le retrait des Français du sud-ouest du pays. Et cela avec la bénédiction sinon la bonne volonté du FPR, nouveau maître de Kigali.

[Roméo Dallaire s’adresse à des soldats du FPR [il s’exprime en anglais mais ses propos sont traduits] : - ”Quand les Casques bleus pourront-ils récupérer leur bâtiment ?”. Franck Kamanzi, ”Officier de liaison FPR”, lui répond : - ”Le temps viendra, c’est une négociation. C’est c’que nous faisons”. Éric Monier : - ”Et c’est le début de cette négociation ?”. Franck Kamanzi : - ”Non, elle est commencée depuis longtemps. Demandez-lui [il se tourne vers Roméo Dallaire en éclatant de rire]”. Roméo Dallaire [arborant un large

sourire] : - "Franck, Franck, vous êtes toujours aussi loquace" [rires].]